

4eme forum de la Recherche, Toulouse, 29 Novembre 2019

Environ 80 personnes présentes.

Actualités:

- ▶ Deux laboratoires en France ont publié leurs bilan de gaz à effet de serre : l'Sterre, Grenoble, et LOCEAN, Paris (*voir diapositives*)
- ▶ Plusieurs laboratoires en France commencent à réfléchir à des chartes visant à limiter l'empreinte de la recherche
- ▶ Plusieurs membres de l'Atecopol sont prêts à venir faire des présentations sur l'empreinte de la recherche dans les laboratoires. Deux sont programmées à l'INRA Auzeville et à l'IRSAMC (Rangueil).
- ▶ A Brest, une réunion semblable au Forum de la Recherche toulousain a eu lieu, et les questions abordées sont assez proches de celles émergeant dans le Forum (*voir diapositives*)

Mesures nationales

Suite à la sollicitation du CNRS reçu dans les laboratoires, il paraît important à l'Atecopol de débattre d'éventuelles mesures nationales, et de faire remonter le positionnement des membres du Forum de la Recherche.

*« Mesdames les Directrices, Messieurs les Directeurs, chères et chers collègues, Une réflexion sur les impacts des pratiques de la recherche et le développement durable a été lancée au CNRS en mai de cette année. Un groupe de travail piloté par Virginie Boulanger (MPR) et composé de chercheurs et chercheuses, et de représentants de la DSFIM, de la DRH et de la DirCom. A ce jour, certaines initiatives locales ont été répertoriées et présentées à ce collectif dont **celles de l'ATECOPOL à Toulouse**, de l'IPSL en île de France, de Tamara Ben Ari et Olivier Berné, fondateurs du Collectif Labos1.5 et, de Gérald Majou de la CGE. **Il est important que le CNRS s'engage institutionnellement pour réduire son impact environnemental.** Afin d'alimenter notre réflexion et la définition d'un plan d'action du CNRS, Alain Schuhl souhaite faire un état des lieux des actions déjà initiées au sein du CNRS, notamment dans les laboratoires ou les délégations régionales. Elle seront présentées au cours d'un événement organisé au siège le 24 janvier 2020. Pour réaliser cet état des lieux, je vous remercie de répondre avant le 15 novembre 2019 à l'enquête »*

- ▶ A l'heure actuelle, Labos1.5 ne semble pas souhaiter faire remonter de demandes de mesures nationales auprès des tutelles. Un premier débat est donc proposé aux membres du Forum, pour savoir si, sur le principe, ils pensent qu'il est souhaitable que des mesures "d'en haut", prises par les tutelles soient mises en place. Plusieurs prises de paroles argumentent de la nécessité d'avoir un cadre général donné par les tutelles. Il est mentionné que la présence de mesures prises par les tutelles ne serait pas un objectif final, mais l'étape d'un processus : même si certaines mesures étaient prises, il faudrait continuer à pousser pour aller plus loin.

- ▶ Plusieurs mesures sont débattues et soumises à un "test d'opposition" : les personnes qui pensent que ce n'est pas une bonne mesure lèvent la main et sont comptabilisées.

Mesure 1 : "Il est souhaitable que certaines mesures soient prises au niveau institutionnel (CNRS, ANR, HCERES, INRA, universités, écoles, ministère, etc...)"

0 contre

Mesure 2 : “ Les impacts environnementaux directs font partie des critères d'évaluation des appels à projet”

10 contre.

Les discussions tournent autour du “bullshit” : on est tous habitué à raconter ce que les appels d'offre veulent entendre. Ca pourrait tourner au greenwashing. Et cela serait également chronophage; du boulot en plus. Du coup, si l'on ne veut pas que ce soit ca, il faudrait que ce cela soit quantitatif mais simple. Cela reviendrait quelque part à essayer d'avoir un budget “équipement, fonctionnement et missions” le plus réduit possible. De la sobriété dans les appels d'offre, en fait. Que la sobriété du budget devienne un critère plus mis en valeur?

Mesure 3 : “Les impacts environnementaux indirects (thématique) font partie des critères d'évaluation des appels à projet”

35 contre

Trop difficile à évaluer, et trop liberticide? En tout cas pas consensuel.

Mesure 4 “Les conférences internationales n'apparaissent plus dans les recrutements et les évaluations des individus et laboratoires”

10 contre la mesure concernant TOUTES les confs

3 contre la mesure concernant uniquement les confs hors-France

Pas mal de discussions sur la notion international? intercontinentale? en avion?

Ou bien, pour que ce soit plus simple, on supprime toute allusion aux conférences? Après tout, si on ne les fait pas pour la carrière, mais juste pour sa propre formation, il n'y a pas besoin de le considérer comme un critère. Cela rejaillirait nécessairement sur les autres critères d'évaluation. Et cela permettrait aux personnes qui ne peuvent pas (famille), ou ne souhaitent pas aller en conférences de ne pas être pénalisées.

Mesure 5 : “Les billets d'avion ne sont pas remboursés s'il existe une offre « raisonnable » de train”

0 contre

Mesure 6 : « Raisonnable » = combien d'heures?

Quelques contre à partir de 5h

14 contre à partir de 6h

Donc, une obligation de prendre le train s'il faut moins de 5h de trajet serait assez consensuelle.

Mesure 7 : “Un nombre limité de conférences intercontinentale en avion est autorisé pour chaque individu (deux par an)”

0 contre.

Le débat est néanmoins l'occasion d'avis moins tranchés... Par exemple : “Il ne faudrait pas brusquer les “*frequent flyers*””.

Mesure 8 : “Un nombre limité de conférences intercontinentale en avion est autorisé pour chaque individu (une par an)”

5 contre

Recherche scientifique et low-tech

S. Lachaize présente des réflexions sur la définition des low-tech, et sur la recherche scientifique en low-tech (*voir diapositives*).

Les étudiant.es nous parlent

► Des étudiants en master d'océanographie témoignent : leurs interrogations par rapport au métier de la recherche. Le manque d'engagement de leurs enseignants, qui font leur cours, mais avec qui les échanges sur la situation ne sont, du point de vue des étudiants, pas assez fréquents.

► Des étudiants membres de différentes associations présentent les résultats d'un sondage sur "l'état d'esprit étudiant à Toulouse", face à l'urgence écologique, ainsi qu'un panorama des actions et associations nationales et locales (*voir diapositives*).

La neutralité scientifique

La neutralité scientifique est souvent invoqué par les scientifiques pour i) ne pas s'investir dans la vie de la cité ii) considérer que les outils développés par la Science sont neutres, et que les scientifiques ne sont donc pas responsables des utilisations qui sont faites des recherches scientifiques. Cette question fait l'objet d'un témoignage et de réflexions, par Laurence Huc, toxicologue, à partir de son expérience personnelle (*voir diapositives*). Ensuite, Aurélien Berlan philosophe, fait un exposé de 30 min sur cette question (*écouter enregistrement*). D'ici quelques semaines l'exposé d'Aurélien sera re-enregistré proprement et/ou écrit sous forme d'un texte.